



Mission régionale d'autorité environnementale

**Bourgogne-Franche-Comté**

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur  
le zonage d'assainissement  
de la commune de Grosbois-en-Montagne (Côte d'Or)**

N° B-2016-341

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° B-2016-341, portée par la commune de Grosbois-en-Montagne (21), reçue complète le 2 août 2016, portant sur la révision de son zonage d'assainissement ;

Vu la consultation de l'Agence Régionale de Santé en date du 9 août 2016 ;

Vu la contribution de la Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or, en date du 10 août 2016 ;

## **1. Caractéristiques du document :**

Considérant que le document consiste en la révision du zonage d'assainissement de la commune de Grosbois-en-Montagne (21), qui comptait 96 habitants en 2013, la population pouvant atteindre 198 habitants en période touristique ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- l'ensemble des habitations de la commune sont placées en assainissement non collectif ;
- la quasi-totalité des habitations du bourg sont desservies par un réseau de collecte des eaux pluviales ;
- la commune dispose d'une carte communale établie en 2013 ;

Considérant qu'en matière d'assainissement des eaux usées, le projet de zonage vise à entériner la situation actuelle en classant l'ensemble de la commune en assainissement non collectif, et qu'il vise par ailleurs à prendre des mesures en matière de gestion des eaux pluviales, en déclinaison des prescriptions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Armançon ;

## **2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :**

Considérant que le zonage d'assainissement ne présente pas d'enjeu sanitaire particulier, la commune étant indiquée comme située hors de périmètres de protection de captages ;

Considérant que le zonage d'assainissement ne paraît pas susceptible d'interactions significatives avec les sensibilités environnementales identifiées sur la commune (notamment : site Natura 2000 « Gites et Habitats à Chauves Souris en Bourgogne », Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I, réseau de zones humides), du fait en tout état de cause, de la taille de la population concernée ;

Considérant ainsi que le projet de zonage d'assainissement n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement par rapport à la situation actuelle ; étant rappelé que les dispositifs d'assainissement non collectif doivent cependant faire l'objet de contrôles réguliers par le SPANC ainsi que, si nécessaire, d'une mise en conformité en prenant en compte les contraintes parcellaires et la nature des sols identifiées ;

### **DECIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Grosbois-en-Montagne (21), n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

#### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122.18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

#### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

***Fait à Dijon le 29 septembre 2016***

***Pour la Mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté  
et par délégation***



**Hubert GOETZ**

## Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

### Où adresser votre recours ?

#### Recours gracieux :

Monsieur le Président la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté  
Conseil général de l'environnement et du développement durable  
57 rue de Mulhouse  
21033 DIJON Cedex

#### Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon  
22 rue d'Assas  
21000 DIJON